



La cellule de crise réunie autour de la maire de Paris et du secrétaire général.

## → AGIR DANS L'URGENCE

►► La cellule de crise de la Mairie de Paris est immédiatement activée. Objectifs : prendre rapidement les décisions qui s'imposent et mettre en place les dispositifs adaptés.

Dès l'annonce des attentats le 13 novembre vers 22 heures, le centre de veille opérationnelle (CVO) de la direction de la Prévention et de la Protection (DPP) informe le directeur de la DPP. Immédiatement contacté, le secrétaire général de la Mairie de Paris décide d'ouvrir la cellule de crise. Les référents sont alors appelés ou se manifestent spontanément. « Nous sommes venues de notre propre initiative le soir-même », expliquent Camille Lastennet et Sylvie Mazoyer, du Pôle de gestion de crise de la DPP. Très vite, les premières mesures se mettent en place dans la nuit pour venir en aide aux victimes et assurer la sécurité des Parisiens. La mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement est ouverte dans les heures qui suivent pour accueillir des blessés et des personnes touchées par les attentats. Dans le même temps, une notice d'information et une liste des structures de soins et d'aide aux victimes sont distribuées et affichées à proximité des lieux des attentats, dans les mairies concernées, sur paris.fr, les panneaux lumineux et les réseaux sociaux. L'état d'urgence est annoncé. Résultat : le 14 novembre, tous les établissements municipaux (écoles, crèches, musées, bibliothèques, stades, piscines...) sont fermés au public, les marchés sont suspendus pour le week-end. Les mairies d'arrondissement restent ouvertes le matin, uniquement pour les mariages et l'état civil. Les agents de sur-

veillance affectés à leur sécurité sont équipés de gilets de protection.

### Assurer le fonctionnement

Ce samedi, la maire de Paris rencontre, avec le préfet de police, les maires d'arrondissement et les présidents des groupes politiques pour les informer de la situation. À midi, la cellule de crise se réunit à la caserne Napoléon (4<sup>e</sup>). Cette réunion a été décidée dans la nuit par le secrétaire général. Il faut prendre les décisions, savoir si les écoles ouvriront le lundi. « La Ville oriente son action selon les décisions de la préfecture de police. Les décisions qu'elle prend concernant ses équipements doivent être en cohérence avec celles des autorités. La cellule de crise permet de coordonner les actions pour avoir une communication homogène envers les Parisiens, les usagers et les agents », explique Camille Lastennet. Elle restera activée jusqu'au mardi 24 novembre et se réunira chaque jour avec le secrétaire général, le directeur de cabinet de la maire, les élus concernés, les directeurs et l'ensemble des directeurs généraux des services des mairies pour prendre les décisions qui s'imposent : soutien aux familles des victimes, accueil des Parisiens, dispositif de sécurité autour des établissements, organisation des réunions publiques, écoute des agents... « Cette crise particulière imposait de réagir instantanément. Avec ce mode de réunion, les

circuits de décisions sont considérablement réduits », souligne Camille Lastennet. Cela se vérifie pour l'assistance psychologique qui est proposée. « Les standardistes du 3975 étaient submergés d'appels de détresse, indique Sylvie Mazoyer. Il a été décidé en réunion de mobiliser des professionnels pour gérer ce type d'appels. Des psychologues de la Ville et du Centre d'action sociale de la Ville de Paris (CASVP) se sont vite portés volontaires. »

### Renforcer la sécurité

Autres exemples de décisions prises, celles concernant le renforcement de la sécurité. Des mesures sont annoncées parmi lesquelles le recrutement à la DPP de 30 inspecteurs de sécurité et ingénieurs spécialisés dans les diagnostics de sécurité. Les agents présents sur le terrain seront désormais équipés d'un gilet pare-balles et des films de protection seront posés sur les vitres des véhicules pour éviter les éclats en cas de projectiles lancés. De leur côté, les lieux publics vont être mieux protégés et surveillés grâce notamment à 165 nouvelles caméras déployées dès 2016, tandis que les établissements municipaux seront équipés de visiophones, sas de sécurité, boutons d'alerte agression... Les directions ont été invitées à recenser leurs besoins, en lien avec les mairies d'arrondissement, avec l'appui de la DPP et de la direction du Patrimoine et de l'Architecture (DPA). La direction de la Voirie et des Déplacements (DVD) a pour sa part travaillé à la sécurisation par des aménagements de sécurité aux abords des établissements scolaires et des crèches non encore pourvus. ●